



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/Au-fil-des-jours,2064>

Au fil des jours

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1981 - N° 794 - novembre 1981 -

Date de mise en ligne : mardi 18 novembre 2008

Date de parution : novembre 1981

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

L'écœch des politiques monœtaristes chœres œ Mrs Thatcher, Reagan et autres conservateurs, sans parler des nostalgiques de V.G.E. et du gros Raymond, est chaque jour plus œvident : en Grande-Bretagne, le chiffre de trois millions de chœmeurs est atteint ; aux EtatsUnis, tout laisse penser que l'œconomie va entrer vœritablement en œcession, et malgrœ les coupes sombres pratiquœes dans les budgets sociaux, le dœficit budgœtaire reste œlevœ et le dœficit de la balance commerciale pour la pœriode allant de janvier œ mai 1981 a dœpassœ seize milliards de dollars. Le gouvernement franœsais a choisi une politique œconomique diamœtralement opposœ œ la' politique monœtariste mais les rœsultats se font encore attendre.

*

A en croire les dœclarations des divers ministres franœsais, on devrait pourtant continuer œ espœrer. En effet : c'est le Premier ministre, M. Mauroy, qui dœclarait le 8 juin dernier au Club de la Presse d'Europe N° 1 : « Nous sommes devant une troisiœme mutation technologique... La politique du gouvernement est de faire en sorte que l'homme soit maœtre de la machine... ». C'est M. Rocard qui, le 11 juin, disait au 57e Congrœs des Coopœratives de Consommateurs : « La vocation fondamentale qui est aux origines des activitœs coopœratives et mutualistes est bien de reconnaœtre la primautœ de l'individu sur l'argent, de l'adhœrent en tant que partie prenante de l'activitœ œconomique et pas seulement dans son statut de salariœ ou de client ». C'est M. Mexandeau qui disait dans une interview dans le « Monde Informatique » du 21 septembre : « Le combat pour l'emploi est le premier objectif du gouvernement. Mais il serait tout œ fait vain de fonder la crœation d'emplois sur autre chose que la satisfaction de besoins sociaux ou œconomiques vœritables ». C'est encore P. Mauroy qui, œ propos des nationalisations, dœclarait œ la radio-tœlvœsion autrichienne : « Nous voulons la maœtrise de l'œconomie. Il faut nœcessairement œtre prœsent aux endroits stratœgiques de la vie œconomique. Comment voudriez-vous mobiliser la jeunesse, entretenir l'espoir, s'il n'y avait pas, œ cœtœ de l'œconomie de marchœ avec ses contraintes (...) un secteur de rœfœrence, une sorte d'oasis (...) , un secteur œ il y aura de grandes performances sur le plan industriel (...) œ il y aurait des expœriences trœs poussœes sur le partage des responsabilitœs entre ceux qui commandent et ceux qui subissent le commandement, un champ d'expœrimentation œ nous pourrions appliquer ce que nous appelons l'autogestion ».

*

Le malheur, c'est que pour mettre en pratique toutes ces bonnes dœclarations, il faut sortir pour de bon de l'œconomie de marchœ. Il faut cesser de proclamer que le retour au plein emploi s'obtiendra en relanœant la demande et en investissant. Il faut avoir le courage de dire que tous les investissements qui seront faits supprimeront des emplois au lieu d'en crœer. Bien sœr, il faut produire plus pour aider, gratuitement, le Tiers-Monde. Ce qui pourra un peu freiner la montœe irrœversible du chœmage. Mais pour que tout cela soit possible, il faut changer totalement de systœme œconomique : il faut rœduire œnormœment le temps de travail sans diminution de salaire ; et, pour que les entrepreneurs puissent le supporter, il faut une monnaie qui soit uniquement une monnaie œ usage interne, une monnaie de consommation, les achats indispensables œ l'extœrieur œtant rœglœs par des accords de troc. De tels accords de troc n'ont rien d'extraordinaire et sont souvent pratiquœs : un exemple rœcent vient d'œtre donnœ par l'Algœrie qui a dœcidœ de payer en pœtrole brut (œsa nous intœresse, non ?) ses gros contrats d'importation. Il est vrai qu'officiellement on n'appelle pas œsa des accords de troc mais des accords de « compensation ». œa change tout !

*

C'est le seul moyen d'échapper à la tyrannie du dollar. Le dollar que les Américains manipulent à leur convenance. C'est ainsi que pour payer ses factures, le gouvernement américain vient de recevoir du Sénat l'autorisation d'effectuer une émission supplémentaire de Bons du Trésor. Ce qui porte la dette publique des Etats-Unis à 1 079 milliards de dollars, soit l'équivalent de 4 694 dollars par Américain. Pourquoi les Américains seraient-ils les seuls à jouer avec leur monnaie ?

*

Autre fléau de nos économies, l'inflation dont on ne sait plus très bien la définition. Alors, disons pour ce qui suit, hausse des prix. Eh bien, vous serez ravis d'apprendre que pour lutter contre les excédents de matières grasses végétales qui menacent l'Europe Occidentale avec l'entrée de l'Espagne et de la Grèce (sans jeu de mots) dans le marché commun, la Commission Economique Européenne envisage d'appliquer une taxe de 600 francs par tonne sur toutes les huiles produites ou importées dans la Communauté. Outre les 4 milliards de francs de recettes supplémentaires que cela rapportera à la Communauté, la Commission estime que « cela aura l'avantage d'augmenter les prix à la consommation de 4,6 % pour la margarine et de 8,5% pour les huiles. Afin d'aider les producteurs d'huile d'olive qui serait, elle aussi taxée, on accroîtra les aides de la Communauté. C'est beau la technocratie !